

Ampliatiions :

- Service des affaires générales DBA.....2	- Subdivision administrative Sud1
- Publication DBA.....1	- Service des Finances et du Budget1
- Police municipale DBA.....1	- Monsieur GODET Franck.....1
- Service Etat Civil DBA.....1	
- Service du Cadre de vie DBA.....1	

ARRETE MUNICIPAL

Portant concession de terrain dans le cimetière communal

-==°O°==

Le Maire de la Ville de DUMBEA,

-==°O°==

VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,**VU** la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,**VU** les articles L.122-20 du code des communes applicable en Nouvelle-Calédonie,**VU** la Délibération n° 2023/282 en date du 14 décembre 2023, fixant les tarifs des redevances et divers droits municipaux pour l'année 2024,**VU** la demande présentée par Monsieur GODET Franck demeurant au rue des Nautous lieu-dit squat de Val Suzon, Dumbéa (Nouvelle-Calédonie) tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture particulière de Madame BRUKOOUA Denise épouse GODET née le 18 février 1969 à Canala (Nouvelle-Calédonie), domiciliée au rue des Nautous lieu dit squat Val Suzon, Dumbéa (Nouvelle-Calédonie) et décédée le 18 janvier 2024 à Dumbéa (Nouvelle-Calédonie).**VU** le règlement effectué le 22 janvier 2024 (quittance n°240000311) par Monsieur GODET Franck.**ARRETE :**

ARTICLE 1^{er} : Il est accordé à compter du **22 janvier 2024**, au nom du demandeur susvisé, **une concession de 15 ans non renouvelable**, à l'effet d'y fonder la sépulture particulière indiquée dans le cimetière communal **Allée J numéro 31**, de **1,00 m x 2,00 m = 2,00 m² superficiels**.

ARTICLE 2 : Cette concession est accordée à titre de :

- **concession nouvelle (du 22 janvier 2024 au 21 janvier 2039)**

ARTICLE 3 : La somme versée au titre de ladite concession est de :

- **CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (50 000 FRS)**

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de la publication de toute décision administrative pour former un recours gracieux ou un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera enregistré, notifié à l'intéressé et communiqué partout où besoin sera.

Dumbéa, le 22 janvier 2024

Le Maire,



Yoann LECOURIEUX, Maire